

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le VENDREDI 3 NOVEMBRE, à 17 h 04, le conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en SIXIÈME SÉANCE ANNUELLE, dans la salle du conseil municipal, sur convocation légale de la maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (séance clôturée à 19 h 33).

ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ (arrivée à 17 h 05, pendant l'appel nominal), Dominique TURPIN, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT (arrivée à 17 h 13, au rapport n° 23/6-001), Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE, Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE, Claudette CLAIN, Geneviève BOMMALAIS, Virgile KICHENIN, David BELDA, Fernande ANILHA, Christelle HASSEN, Éric DELORME, Jacqueline PAYET, Joëlle RAHARINOSY, Philippe NAILLET, Érick FONTAINE, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Arnaud HUGUET, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Alexandra CLAIN, Raihanah VALY (arrivée à 17 h 22, au rapport n° 23/6-002), Nouria RAHA, Julie LALLEMAND, Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY (arrivée à 17 h 09, avant l'examen des rapports), Noela MÉDÉA MADEN, Henriette BABET, Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY (arrivée à 17 h 08, avant l'examen des rapports)

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

| | | |
|--------------------------|---|---------------------------------|
| Ibrahim DINDAR | | par Gilbert ANNETTE |
| Karel MAGAMOOTOO | pour toute la durée de la séance | par Geneviève BOMMALAIS |
| Philippe NAILLET | à compter de son départ, à 18 h 43, au rapport n° 23/6-010 | par Jean-François HOAREAU |
| Gérard CHEUNG LUNG | | par Gérard FRANÇOISE |
| Aurélie MÉDÉA | | par Jean-Max BOYER |
| Jean-Pierre HAGGAI | pour toute la durée de la séance | par Noela MÉDÉA MADEN |
| Wanda YENG-SENG BROSSARD | | par Henriette BABET |
| Vincent BÈGUE | à l'arrivée de sa mandataire, à 17 h 08, après l'appel nominal | par Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY |

DÉSIGNATION DE LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé à la nomination du (de la) secrétaire de séance pris(e) dans le sein du conseil municipal. Audrey BÉLIM a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (42 présents sur 55) ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part aux délibérations portant sur les rapports dont la liste suit.

| Élus intéressés | en qualité de | au titre de la (l') | rapport n° |
|--|---|---|-------------------------|
| - Christelle HASSEN - Jean-Max BOYER - Jean-François HOAREAU - Gérard FRANÇOISE | délégués / Ville | NORDÉV | 23/6-003 |
| - Brigitte ADAME - David BELDA - Jacques LOWINSKY | délégués / CINOR (PDG de la SÉM) | | |
| - Éric DELORME - Julie LALLEMAND | délégués / Ville (titulaire) (suppléante) | ADIL | 23/6-004 |
| - Sonia BARDINOT | déleguée / Ville | CAUE | 23/6-005 et 23/6-006 |
| (*) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER) | partenaire | ARCV | 23/6-011 |
| - Arnaud HUGUET | vice-président | OMS de Saint-Denis | |
| - Gérard FRANÇOISE | mandataire / Département | SIDR | 23/6-024 |
| NORDÉV CINOR PDG de la SÉM ADIL CAUE ARCV OMS de Saint-Denis SIDR | Société d'Économie mixte du Développement du Nord de la Réunion Communauté intercommunale du Nord de la Réunion président directeur général de la Société d'Économie mixte Agence départementale pour l'Information sur le Logement Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Association réunionnaise des Centres de Vacances Office municipal des Sports de Saint-Denis Société immobilière du Département de la Réunion | | |
| (*) | élue absente / représentée | (le mandataire ayant voté en son seul nom propre) | |

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

| | | |
|--|---------------------------------------|--|
| Monique ORPHÉ | arrivée à 17 h 05 | pendant l'appel nominal |
| Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY | arrivée à 17 h 08 | |
| Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY | arrivée à 17 h 09 | avant l'examen des rapports |
| Sonia BARDINOT | arrivée à 17 h 13 | au rapport n° 23/6-001 |
| Raihanah VALY | arrivée à 17 h 22 | au rapport n° 23/6-002 |
| Christelle HASSEN Jean-Max BOYER Jean-François HOAREAU Gérard FRANÇOISE Brigitte ADAME David BELDA Jacques LOWINSKY (voir élus intéressés : NORDÉV) | sortis à 17 h 30 revenus à 17 h 37 | avant l'examen du rapport n° 23/6-003 après le vote correspondant |

| | | |
|--|---------------------------------------|---|
| Éric DELORME Julie LALLEMAND (voir élus intéressés : ADIL) | sortis à 17 h 37 revenus à 17 h 38 | avant l'examen du rapport n° 23/6-004 après le vote correspondant |
| Sonia BARDINOT (voir élus intéressés : CAUE) | sortie à 17 h 38 revenue à 17 h 40 | avant l'examen du rapport n° 23/6-005 après le vote du rapport n° 23/6-006 |
| Claudette CLAIN | sortie à 17 h 40 revenue à 18 h 36 | au rapport n° 23/6-007 au rapport n° 26/6-009 |
| Philippe NAILLET | parti à 18 h 43 | au rapport n° 23/6-010 en laissant procuration à Jean-François HOAREAU |
| Éricka BAREIGTS en laissant la présidence à Jean-François HOAREAU | sortie à 18 h 43 revenue à 18 h 52 | avant examen du rapport n° 23/6-011 au rapport n° 23/6-012 |
| Arnaud HUGUET (voir élus intéressés : OMS de Saint-Denis) | sorti à 18 h 43 revenu à 18 h 48 | avant l'examen du rapport n° 23/6-011 au rapport n° 23/6-012 |
| Jean-Pierre MARCHAU | sorti à 18 h 41 revenu à 18 h 52 | au rapport n° 23/6-010 au rapport n° 23/6-013 |
| Éric DELORME | sorti à 18 h 52 revenu à 18 h 59 | au rapport n° 23/6-013 au rapport n° 23/6-015 |
| Monique ORPHÉ | sortie à 18 h 52 revenue à 19 h 13 | au rapport n° 23/6-013 au rapport n° 23/6-019 |
| Christelle HASSEN | sortie à 18 h 57 revenue à 19 h 02 | au rapport n° 23/6-014 au rapport n° 23/6-016 |
| Marie-Anick ANDAMAYE | sortie à 19 h 04 revenue à 19 h 07 | au rapport n° 23/6-016 au rapport n° 23/6-017 |
| Yassine MANGROLIA | sorti à 19 h 13 revenu à 19 h 26 | au rapport n° 23/6-019 au rapport n° 23/6-027 |
| David BELDA Joëlle RAHARINOSY | sortis à 19 h 14 revenus à 19 h 15 | au rapport n° 23/6-020 au rapport n° 23/6-021 |
| Gérard FRANÇOISE (voir élus intéressés : SIDR) | sorti à 19 h 20 revenu à 19 h 21 | avant l'examen du rapport n° 23/6-024 après le vote correspondant |
| Sonia BARDINOT | sortie à 19 h 21 revenue à 19 h 24 | au rapport n° 23/6-024 au rapport n° 23/6-027 |

OBJET **Convention d'accompagnement pour le conseil aux particuliers avec le Conseil d'Architecture, d'urbanisme et de l'Environnement (CAUE) pour l'année 2024**

La Ville soucieuse de promouvoir la qualité du cadre de vie sur son territoire et de sensibiliser le public aux questions d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, souhaite renforcer l'information des dionysiens par le biais d'une convention d'accompagnement pour le conseil aux particuliers avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

Par la présente convention il est demandé CAUE d'intervenir pour le compte de la Commune en mettant à sa disposition un architecte pour conseiller les particuliers sur leurs projets de construction ou d'aménagement afin qu'ils puissent disposer de toutes les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site.

La convention est établie pour une période d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

La contribution financière de la Ville au profit du CAUE est évaluée à 14 662 euros (14 544 € au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE et 118 € de cotisation annuelle).

En contrepartie, la CAUE mettra à la disposition des habitants un architecte conseil qui assurera une journée de permanence par semaine (sauf congés et jours fériés) en Mairie et proposera à la Ville tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation du service, selon les modalités de la convention ci-jointe.

OBJET **Convention d'accompagnement pour le conseil aux particuliers avec le Conseil d'Architecture, d'urbanisme et de l'Environnement (CAUE) pour l'année 2024**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N° 23/6-005 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur Jacques LOWINSKY - 11ème adjoint au nom des commissions « Ville Ecologique » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve la convention ci-jointe entre la Commune et le CAUE pour l'année 2024.

ARTICLE 2

Autorise la maire ou son (sa) représentant (e) à signer l'acte correspondant.

Convention d'accompagnement pour le conseil aux particuliers

Commune de Saint Denis

Préambule

"L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public." (Loi sur l'architecture du 3 janvier 1977)

Considérant que :

— le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Réunion, association à but non lucratif créée par la loi sur l'architecture de 1977, mis en place par le Conseil Général de la Réunion en 1979, est un organisme qui porte une mission de service public à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement

— les activités du CAUE revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers d'actions d'accompagnement et, qu'à ce titre, le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre

— le programme d'activités du CAUE, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit notamment la mise en place de conventions d'accompagnement et/ou de partenariat

Entre la commune de de Saint Denis représentée par La Maire, agissant en cette qualité,

d'une part,

Et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Réunion, représenté par son Président, agissant en cette qualité,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet et contenu de l'accompagnement

La présente convention a pour objet l'accompagnement de la commune de de Saint Denis pour le conseil aux particuliers sur leurs projets de construction ou d'aménagement, afin que les personnes qui désirent construire puissent disposer de toutes les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site.

Cette action permettra plus particulièrement de contribuer à promouvoir la qualité du cadre de vie dans la commune, de sensibiliser le public aux questions d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, d'élargir et d'approfondir la réflexion préalable et d'intégrer dans l'élaboration des projets et dans leur suivi un ensemble d'exigences qualitatives.

La démarche proposée par le CAUE implique un éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique, une neutralité d'approche et une capacité d'accompagnement dans la durée.

Article 2 : Moyens mis en œuvre

Apport du CAUE

Le CAUE mettra à la disposition de la commune l'un de ses architectes-conseillers et lui apportera le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil.

Pour la mise en œuvre de ce partenariat, le CAUE se propose d'intervenir au sein de la commune à raison d'une journée par semaine (sauf congés et jours fériés). Cette action sera réalisée pour l'essentiel sous forme de permanences régulières en mairie, dont le calendrier sera établi en accord avec la commune et au cours desquelles des déplacements sur le terrain aussi fréquents que nécessaires seront effectués.

A titre exceptionnel, et sans que cela se fasse au détriment de la régularité du service assuré auprès des particuliers, certaines de ces demi-journées d'intervention pourront être consacrées à des rencontres ou à des formations susceptibles d'enrichir l'action de conseil assurée pour le compte de la commune.

Apport de la commune

La commune mettra à la disposition de l'architecte-conseiller du CAUE tous les documents, les éléments de connaissance et les compétences internes lui permettant d'exercer sa fonction de service public, ainsi qu'un local à son usage exclusif pendant ses permanences en mairie et lui fournira l'aide en personnel et en matériel indispensable à l'exécution normale de sa tâche.

Article 3 : Secret professionnel et obligation de discrétion

L'architecte-conseiller mis à la disposition de la commune se reconnaît tenu au secret professionnel et à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de son action.

Article 4 : Incompatibilité territoriale

L'architecte-conseiller mis à la disposition de la commune s'engage, pendant la durée de la présente convention et pendant six mois après son expiration, à ne pas participer, pour le compte de particuliers ou d'organismes publics ou privés, à l'exécution de travaux d'architecture ou d'urbanisme sur le territoire de la commune, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Directrice du CAUE.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 6 : Montant de la contribution

Le CAUE assume sur ses fonds propres, constitués notamment par le versement de la taxe d'aménagement, les dépenses prévisionnelles de fonctionnement afférentes à la mise en œuvre de l'accompagnement.

Une participation volontaire et forfaitaire, d'un montant de 14 544 €, sera versée par la commune au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE, auquel se rajoutera le montant de sa cotisation pour 2024 (118 €), soit un montant total de 14 662 €.

Cette participation sera versée trimestriellement au CAUE, sur production d'un mémoire établi en double exemplaire, au crédit du compte Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse ouvert au nom du CAUE.

| | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|-----|--|-------------|
| IBAN | | | | | | | | BIC |
| FR76 | 1131 | 5000 | 0108 | 0039 | 1276 | 236 | | CEPAFRPP131 |

Article 7 : Régime fiscal

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale de conseil et d'accompagnement le situe hors du champ concurrentiel. Le CAUE n'est pas soumis aux impôts commerciaux. La participation financière de la commune n'est donc pas assujettie à la TVA.

Article 8 : Dispositions légales

Résiliation de la convention

Il pourra être mis fin à la présente convention à tout moment, sur demande de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois motivé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Date d'effet de la convention

La présente convention prend plein effet à compter du 1^{er} janvier 2024.

Fait en double exemplaire,
à Saint Denis, le

Rémy LAGOURGUE
Président du CAUE

Ericka BAREIGTS
Maire de Saint Denis